RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01226
Numéro SIREN : 830 377 743
Nom ou dénomination : AB2F

Ce dépôt a été enregistré le 06/06/2018 sous le numéro de dépôt A2018/004951

*GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE*
*GRENOBLE*

1369578

**Dénomination :** AB2F
**Adresse :** 3 lotissement le Vallon 38210 Montaud -FRANCE-

**n° de gestion :** 2017B01226
**n° d'identification :** 830 377 743

**n° de dépôt :** A2018/004951
**Date du dépôt :** 06/06/2018

**Pièce :** Extrait de procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 05/04/2018




1369578

Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble - place Firmin Gautier - CS 90150
38019 GRENOBLE Cedex 1
Tél : 04 56 58 50 67 - Fax : 04 56 58 50 00

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

07 MAI 2018

Sous le N° 4351

**AB2F**

Société Par Actions Simplifiée au capital de 4 000 euros
Siège social : 3 lotissement le Vallon
38210 MONTAUD
830 377 743 RCS GRENOBLE

---

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL**
**DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**
**EN DATE DU 5 AVRIL 2018**

**PREMIÈRE RESOLUTION**

L'assemblée générale prend acte de la démission du Directeur Général, Madame Julie MATHIEU-FUVELLE, cette démission devenant effective à l'issue de la présente assemblée.

En conséquence, l'assemblée générale donne au Directeur Général quitus entier et définitif de son mandat.

L'assemblée générale décide de ne pas procéder à son remplacement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**DEUXIÈME RESOLUTION**

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 17 des statuts :

**Article 17 – DIRECTEURS GENERAUX**

Il est ajouté le paragraphe supplémentaire suivant :

« L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2018 a pris acte de la démission du Directeur Général, Madame Julie MATHIEU-FUVELLE. Il n'a pas été pourvu à son remplacement ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**CINQUIÈME RESOLUTION**

L'assemblée générale unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**Christian FABRE**
**Le Président**

# GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE GRENOBLE

1369580

**Dénomination :** AB2F
**Adresse :** 3 lotissement le Vallon 38210 Montaud -FRANCE-

**n° de gestion :** 2017B01226
**n° d'identification :** 830 377 743

**n° de dépôt :** A2018/004951
**Date du dépôt :** 06/06/2018

**Pièce :** Statuts mis à jour




1369580

Greffe du Tribunal de Commerce de Grenoble - place Firmin Gautier - CS 90150
38019 GRENOBLE Cedex 1
Tél : 04 56 58 50 67 - Fax : 04 56 58 50 00

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

07 MAI 2018

Sous le N° 4950

# AB2F

Société Par Actions Simplifiée au capital de 4 000 euros
Siège social : 3 lotissement le Vallon
38210 MONTAUD
830 377 743 RCS GRENOBLE

---

# STATUTS

Statuts mis à jour le 5 avril 2018
Article 17 – DIRECTEURS GENERAUX

Pour copie certifiée conforme
**Le président**
**Christian FABRE**

# AB2F

Société par Actions Simplifiée au capital de 4 000 Euros
Siège social : 3 Lotissement le vallon – 38210 MONTAUD

**********

# STATUTS

**********

**LES SOUSSIGNES**

- **Monsieur Christian FABRE,**
Né le trente et un octobre mil neuf cent soixante et onze à GRENOBLE (38),
Demeurant à MONTAUD, 3 Lotissement le Vallon (38210),

Epoux de Madame Corinne FABRE, née BRANCHARD le vingt juillet mil neuf cent soixante et onze à GRENOBLE, Monsieur et Madame FABRE mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage établi préalablement à leur union célébrée le premier juillet deux mil à la mairie de SASSENAGE (38)

- **Madame Julie MATHIEU-FUVELLE,**
Née le quatorze août mil neuf cent quatre vingt deux à SAINT ETIENNE (42),
Demeurant à MOIRANS, 1 Allée de la Taillanderie (38430),

Epouse de Monsieur Tanguy MATHIEU, né le treize octobre mil neuf cent soixante dix sept à LIVRY GARGAN (93), Monsieur et Madame MATHIEU mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage établi préalablement à leur union célébrée le vingt trois décembre deux mil treize à la mairie de MOIRANS (38),

- **Madame Annie ANDERHUBER-REMOND,**
Née le vingt quatre février mil neuf cent soixante trois à MULHOUSE (68),
Demeurant à SEYSSINET PARISET, 23 Rue de la Résistance (38170),

Célibataire, n'ayant pas contracté de Pacte Civil de Solidarité,

- **Monsieur Cédric BERTHOMIER,**
Né le vingt cinq janvier mil neuf cent quatre vingt un à SAINT MARTIN D'HERES (38),
Demeurant à MEYLAN, 15 Avenue du Vercors (38240),

Ayant contracté un Pacte Civil de Solidarité le vingt six novembre deux mil treize avec Madame Aline JOMARD, née le vingt huit juin mil neuf cent quatre vingt à L'ARBRESLES (69), sous le régime de la séparation de biens,

CFCB
JF AA

**ONT ETABLI LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'ILS ONT CONVENUS D'INSTITUER ENTRE EUX.**

**Article premier** - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par le Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

**Article 2** - OBJET

La société a pour objet en France et dans tous pays :

- La formation et le coaching dans le domaine de la recherche et le développement sur l'amélioration de la santé, de la sécurité, de la qualité de vie et du bien-être chez l'individu tant dans le cadre de son travail que dans sa sphère privée,
- Services à la personne,
- L'enseignement de cours pour l'amélioration du bien-être,
- La vente de produits diététiques,
- L'audit, le conseil et l'expertise autour de la qualité de vie et du bien-être chez l'individu,
- La remise en forme physique et mentale,
- La vente de produits se rapportant à la remise en forme, à la qualité de vie et du bien-être chez l'individu, à la performance et au loisir,
- Entretien et aménagement des espaces de remise en forme.

Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social, le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

**Article 3** - DENOMINATION

La dénomination sociale de la société est :

**"AB2F"**

CF CB
JF MA

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S" et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro SIREN et RCS du lieu du siège de la société.

**Article 4** - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à MONTAUD, 3 Lotissement le Vallon (38210).

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Président, en ce cas le Président aura tous pouvoirs pour modifier les statuts, ou en tout autre lieu par décision collective ordinaire des associés.

**Article 5** - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée. Cette durée étant la durée maximale fixée par la loi.

**Article 6** - APPORTS

A la constitution de la société, les soussignés ont fait les apports suivants :

Apports en numéraire

- Monsieur Christian FABRE, soussigné, apporte à la société une somme de MILLE (1 000) Euros,
- Madame Julie MATHIEU-FUVELLE, soussignée, apporte à la société une somme de MILLE (1 000) Euros,
- Madame Annie ANDERHUBER-REMOND, soussignée, apporte à la société une somme de MILLE (1 000) Euros,
- Monsieur Cédric BERTHOMIER, soussigné, apporte à la société une somme de MILLE (1 000) Euros, provenant de ses deniers personnels,

Soit au total, une somme de QUATRE MILLE (4 000) Euros correspondant à QUATRE CENTS (400) actions de DIX (10) Euros chacune, souscrites et libérées en totalité.

La somme totale versée, soit QUATRE MILLE (4 000) Euros a été déposée, conformément à la loi, par les associés, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation ~~à la~~ au CREDIT LYONNAIS....., Agence de ..... le 13/06/2017....., compte n° ..... ainsi qu'il en résulte de l'attestation délivrée par ladite banque.

CF CB
JF AA

Cette somme sera retirée par le Président de la société sur présentation de l'extrait KBis délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social attestant de l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Article 7** - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLE (4 000) Euros et divisé en QUATRE CENTS (400) actions de DIX (10) Euros chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées.

**Article 8** – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 20 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

**Article 9** - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

CF CB
JF AA

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

**Article 10** – MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 12 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un associé.

**Article 11** – DROIT DE PREEMPTION

1. Toutes les transmissions d'actions, y compris les donations et les transmissions suite à décès, même entre associés, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions au présent article.

2. L'associé cédant notifie au président de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession,
- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de 4 mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra réaliser librement ladite cession.

L'associé cédant devra, toutefois suivre la procédure d'agrément prévue à l'article ci-après des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de 3 mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

AA CB
CF SF

4. A l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, et avant celle du délai visé à l'alinéa 2 ci-dessus, le président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

L'associé cédant devra toutefois suivre la procédure d'agrément prévue à l'article ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Le droit de préemption peut être réservé à un ou plusieurs associés désignés dans les statuts, il peut également s'exercer selon un ordre déterminé.

**Article 12 – AGREMENT**

Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés.

La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes la dénomination, la forme, le siège social, le numéro RCS, l'identité des dirigeants, le montant et la répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

CB
CF JF AA

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

**Article 13 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 11 et 12 ci-dessus sont nulles.

**Article 14 – EXCLUSION**

Pourra être exclu tout associé n'ayant plus de collaboration technique effective dans la société, dans les conditions fixées à l'Article 20 ci-après.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société associée,
- violation des statuts,
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société,
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société,
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant à l'unanimité, l'associé visé par l'exclusion ne prenant pas part au vote et sa participation n'étant pas prise en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'associé concerné par lettre recommandée accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'Assemblée

CF GB
JF AA

Générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles,
- information identique de tous les autres associés,
- lors de l'Assemblée Générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion, aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les 30 jours de la décision de fixation du prix.

## Article 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

## Article 16 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, associé de la société.

Les associés peuvent désigner un président non associé de la Société.

CF CB
OF AA

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est de 6 ans. Son mandat peut être renouvelé pour une ou plusieurs fois. La décision de renouvellement sera prise par la communauté des associés et pourra faire l'objet d'une résolution lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Le premier président est **Monsieur Christian FABRE, demeurant à MONTAUD, 3 Lotissement le Vallon (38210).**

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 1 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seul la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le Président fixe lui-même sa rémunération, laquelle sera communiquée aux actionnaires lors de l'approbation des comptes annuels, cette approbation emportant ratification de la rémunération. »

Les fonctions de président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des associés prise à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés ou votant par correspondance.

**Article 17** - <u>DIRECTEURS GENERAUX</u>

Le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

CF CB
JF AA

La durée des fonctions de directeur général est fixée à 6 ans.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

En cas d'absence ou de décès de Monsieur le Président, le Directeur Général assumera les fonctions dévolues au Président.

**Est nommé Directeur Général, Madame Julie MATHIEU-FUVELLE, demeurant à MOIRANS, 1 Allée de la Taillanderie (38430).**

L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2018 a pris acte de la démission du Directeur Général, Madame Julie MATHIEU-FUVELLE. Il n'a pas été pourvu à son remplacement.

**Article 18 - - <u>COMMISSAIRE AUX COMPTES</u>**

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société sera effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision du l'associé unique ou décision collective des associés.

**Article 19 – <u>CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS</u>**

Le président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

**Article 20 – <u>DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS</u>**

Au choix du président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

CF GB
JF AA

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex, mail et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

**Décisions prises à l'unanimité**

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales, c'est-à-dire celles relatives à l'adoption ou à la modification de clauses statutaires se rapportant à :

- L'inaliénabilité temporaire des actions,
- La clause d'agrément,
- L'exclusion d'un associé,
- L'augmentation des engagements d'un associé,
- La transformation de la société en SNC,
- Le changement de nationalité de la société.

**Décisions prises à la majorité des associés représentant plus de la moitié du capital**

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination et révocation du Président,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Cession ou acquisition d'un fonds de commerce,
- Transfert du siège social hors ressort,

**Décisions prises à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital**

- Dissolution et liquidation de la société,
- Augmentation et réduction du capital,
- Fusion, scission et apport partiel d'actif,
- Octroi de toutes options et autres droits et valeurs mobilières sur le capital.
- Agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision nécessitant une décision collective des associés et n'entrant pas dans les cas mentionnés ci-dessus, sera adoptée à la majorité simple.

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

Toute assemblée générale est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens, quinze jours avant la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

CF GB
JF AA

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de 8 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de 8 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès verbal établi et signé par le président. Ce procès verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès verbaux des décisions collectives sont établis sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits de décisions des associés sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

**Article 21** – ASSOCIE UNIQUE

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

**Article 22** – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er octobre de chaque année et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

CF CB
JF AA

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2018.

**Article 23** – COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

**Article 24**– AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé :

- 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième,
- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée Générale pour, sur proposition du président, être en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

**Article 25** – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L.2323-62 du code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

**Article 26** - DISSOLUTION - LIQUIDATION

CF CB
JF AA

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des associés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

## Article 27 - CONTESTATIONS

1) Tribunaux compétents

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

2) Clause compromissoire

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de 1 mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

CFCB
JF AA

**Article 28** – ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés, ledit état est annexé aux présents statuts.

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Christian FABRE à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

- Contrat de mise à disposition gratuite d'un bureau sis à MONTAUD, 3 Lotissement le Vallon (38210) ;

**Article 29** – PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales ou au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Fait à DEYLAN
Le 13 juin 2017

En 2 originaux

**Monsieur Christian FABRE**
Bon pour acceptation
des fonctions de président

**Madame Julie MATHIEU-FUVEL** LE
Bon pour acceptation des fonctions
de directeur général

**Madame Annie ANDERHUBER-REMOND**

**Monsieur Cédric BERTHOMIER**

# ANNEXE AUX STATUTS

## DECLARATION DE PROVENANCE DES DENIERS

JE SOUSSIGNEE :

- **Madame Aline JOMARD,**
Demeurant à MEYLAN, 15 Avenue du Vercors (38240),
Ayant contracté un Pacte Civil de Solidarité avec Monsieur Cédric BERTHOMIER,
associé fondateur de la SAS AB2F

DECLARE :

Que la somme de MILLE (1 000) Euros apportée par Monsieur Cédric BERTHOMIER au capital de la société AB2F, Société par Actions Simplifiée au capital de 4 000 Euros, dont le siège social est à MONTAUD, 3 Lotissement le Vallon (38210), provient des deniers personnels de Monsieur Cédric BERTHOMIER et que de ce fait, les actions de la société AB2F souscrites par ce dernier demeureront sa propriété exclusive.

Fait à Meylan
Le 13 juin 2017

**Madame Aline JOMARD**

